

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2023

N°406 / Mai 2024

L'ÉCONOMIE DE WALLIS-ET-FUTUNA EN 2023

Après une année de reprise post crise sanitaire, le niveau élevé d'inflation affecte l'activité économique du territoire

En 2023, l'économie de Wallis-et-Futuna est encore affectée par une inflation élevée (+4,9 %). L'évolution des prix à la consommation est parmi les plus élevées des territoires d'outre-mer¹, et contraste avec celle de Nouvelle-Calédonie (+1,8 %) et de Polynésie française (+3,3 %). Malgré un recul des prix de l'énergie, la hausse des prix des services et de l'alimentation permet d'expliquer la poursuite de la progression des prix sur le territoire (+4,8 % en 2022).

Dans ce contexte, la consommation des ménages recule, comme en témoigne la diminution du volume d'importations à destination de ceux-ci (-6,9 %) ou encore du nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme. Les ménages ont continué d'emprunter pour financer leurs dépenses de consommation (+1,8 %), mais dans une bien moindre mesure qu'en 2022 (+10,7 %). À cela s'ajoute une légère détérioration sur le marché de l'emploi, mesurée par un recul du nombre de salariés dans les secteurs privé et public.

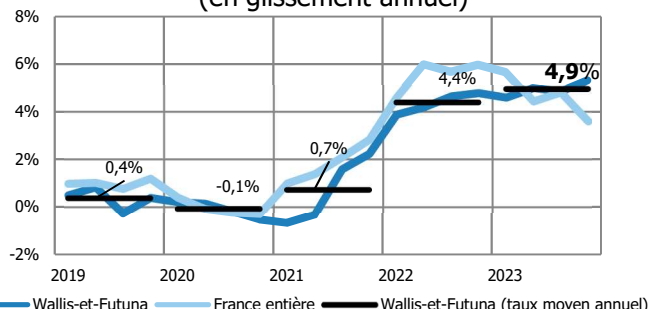
À l'inverse, les entreprises du territoire continuent d'investir : les importations de biens d'équipement progressent (+35,2 %), tandis que les importations de biens intermédiaires augmentent légèrement en volume (+1,3 %). Parmi ceux-ci, on retrouve notamment les importations de ciment à destination du secteur de la construction. Celles-ci continuent d'augmenter depuis 2019, reflétant la bonne tenue du secteur du BTP, soutenu par la commande publique. Autre secteur affichant une orientation positive en 2023, le tourisme, la fréquentation du territoire étant revenue à son niveau pré-Covid. Toutefois, cet indicateur est basé sur le nombre de passagers aériens et ne permet pas de mettre réellement en relief la fréquentation touristique. Enfin, le secteur du commerce, premier employeur du secteur privé, fait face au recul de la consommation des ménages dans un contexte d'inflation encore élevée.

Un bilan plutôt mitigé pour l'activité économique

En 2023, l'inflation reste élevée à 4,9 %

En 2023, l'inflation s'établit en moyenne annuelle à 4,9 % (4,8 % en 2022), un niveau supérieur à celui de la France métropolitaine (+4,6 %), ce qui n'était pas arrivé depuis 2015. Cette augmentation est principalement le fait des prix de l'alimentation (+6,2 %) et des services (+6,5 %). Après une hausse notable en 2022 (+12,6 %), les prix de l'énergie ressortent en baisse de 1,5 % en moyenne en 2023.

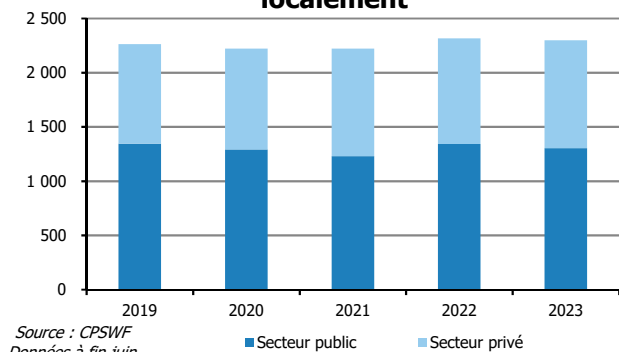
Indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



¹ Seul Saint-Pierre-et-Miquelon affiche un niveau d'inflation plus élevé à +5,0 % en moyenne sur l'année 2023.

L'emploi déclaré en légère baisse

Évolution de l'emploi déclaré localement



Mi-2023, 2 298 salariés étaient déclarés à la CPSWF (la Caisse de Prestations Sociales de Wallis-et-Futuna), soit 17 de moins qu'un an plus tôt.

Avec 994 salariés (20 de plus qu'un an plus tôt), le **secteur privé** affiche des dynamiques contrastées. Les effectifs dans le **secteur du BTP** continuent de croître à un rythme soutenu (avec 141 salariés en juin 2023 contre 107 un an plus tôt) et le **secteur du commerce** poursuit lui aussi sa croissance de long terme (+9 employés en juin 2023 en glissement annuel). Le secteur des **services** rebondit (+13 employés), mais le secteur de **l'industrie et de l'artisanat** perd 15 salariés en un an.

L'emploi dans le **secteur public** reste prépondérant malgré une baisse plus marquée, avec 1 304 salariés fin juin 2023

contre 1 341 un an plus tôt, avec des salaires significativement plus élevés, en moyenne, que ceux du secteur privé. Le **secteur privé** peine encore à se développer, avec 56,7 % d'emplois déclarés dans le secteur public, un niveau similaire à celui de 2007.

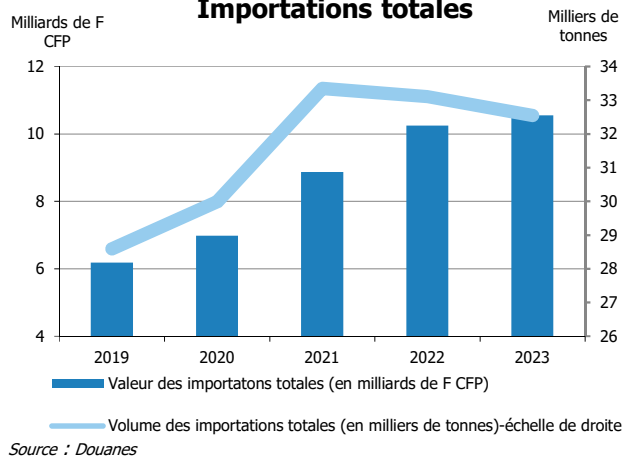
Le volume des importations totales continue de reculer

En 2023, les importations totales à destination de Wallis-et-Futuna continuent de diminuer en volume pour la deuxième année consécutive (-1,7 % par rapport à l'année 2022). En raison de la hausse des coûts du fret et de l'inflation alimentaire, les importations en valeur affichent toutefois une hausse (+3,1 %).

La **France métropolitaine** reste le principal fournisseur des deux îles en 2023. Sa part de marché baisse cependant, de 28,8 % en 2022 à 24,1 % en 2023.

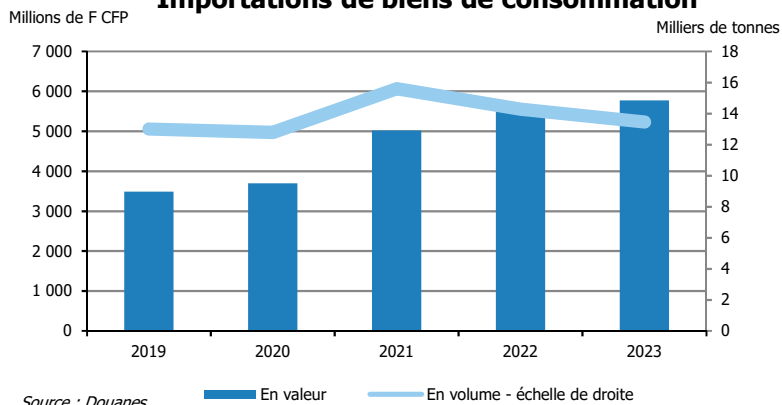
Après avoir considérablement augmenté en 2022 du fait de la hausse des prix du carburant, la part des importations en valeur de **Singapour** reste stable en 2023 (13,6 % contre 13,7 % en 2022). La **Nouvelle-Calédonie** reste, quant à elle, en troisième position avec 13,5 % des importations en valeur (contre 13,0 % en 2022). Après une hausse importante en 2022, la part de la **Chine** retrouve un niveau comparable à 2021 (6,7 % en 2023 contre 8,3 % en 2022 et 6,6 % en 2021).

Importations totales



Après deux années de hausse, une consommation en berne

Importations de biens de consommation

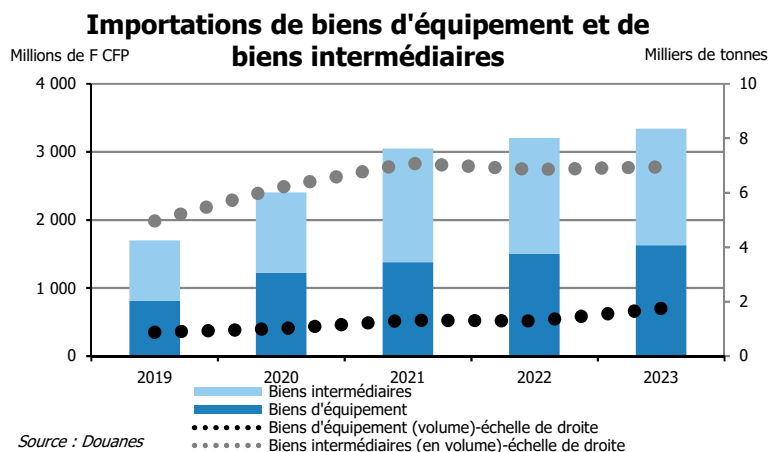


Les importations de **biens de consommation** qui augmentaient fortement depuis 2020 ont progressé en valeur en 2023 (+4,8 %), mais baissé en volume (-6,9 %). Ce phénomène s'explique en partie par l'augmentation des prix des produits alimentaires, dont les importations ont nettement augmenté en valeur (11,0 %) et baissé en volume (-7,3 %).

Dans la même dynamique de baisse, les immatriculations de **véhicules neufs de tourisme** sont une fois de plus en léger recul en 2023 (84 contre 90 un an plus tôt et 108 en 2021).

Corolaire de la baisse de la consommation, le financement de la consommation des ménages par les crédits est resté stable. L'encours des crédits à la consommation progresse faiblement de 1,8 % à fin 2023 et s'établit à 1,8 milliard de F CFP.

L'investissement des entreprises continue de croître



Les indicateurs permettant d'apprécier l'évolution de l'investissement des entreprises indiquent une progression de celui-ci.

Les **importations à destination des entreprises** sont en hausse tant en valeur (+ 4,2 %) qu'en volume (+ 6,7 %).

Cette progression est due à la croissance des **biens d'équipement** (biens durables servant principalement à produire d'autres biens) qui représentent 48,7 % des biens à destination des entreprises. Les importations de biens d'équipement sont en effet dans une dynamique de croissance depuis 2018. Leur valeur a ainsi doublé en l'espace de 4 ans même si cette croissance est désormais moins forte (+8,3 % par rapport à 2022). En volume, la croissance est néanmoins plus marquée (+35,2 % par rapport à 2022), ce qui est principalement dû aux importations d'éléments en métal pour la construction, lesquelles ont plus que doublé en un an (+106 %).

Les importations de **biens intermédiaires**, utilisés et transformés par les entreprises dans leur processus de production, restent stables et s'établissent à 1,7 milliard de F CFP, en hausse de +1,3 % en volume. Les biens intermédiaires sont essentiellement (59 %) composés de produits servant au secteur de la construction (ciment, charpente, etc.), lesquels progressent de 0,9 % en valeur et 17 % en volume. En dehors de ces biens destinés au secteur du BTP, les importations de biens intermédiaires baisseraient de 15 % en volume.

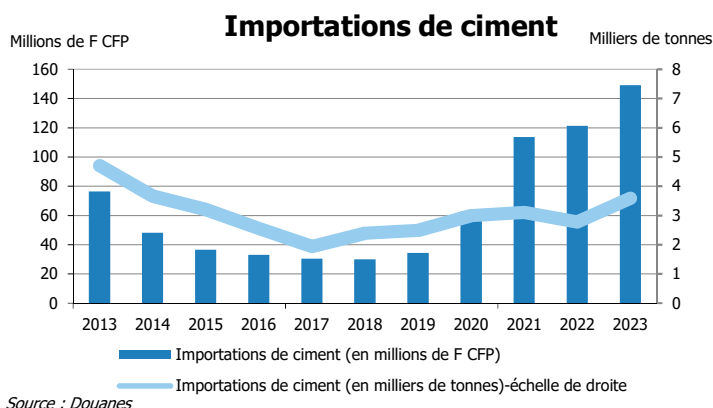
Les principaux secteurs sont bien orientés, mais le commerce fait face à la baisse de la consommation des ménages

Le secteur du BTP reste solide, soutenu par la commande publique

L'activité du BTP demeure dynamique : **les importations de ciment** qui étaient déjà sur un palier haut depuis 2021 ont considérablement augmenté en valeur en 2023 (+23 %). En volume, ces dernières ont même augmenté de 29,3 %, la plus forte augmentation de ces dix dernières années.

Au 30 juin 2023, le secteur déclarait **141 salariés**, un chiffre en nette croissance par rapport à la même période l'année précédente (107 salariés) et qui a presque doublé en 4 ans (74 au second trimestre 2019).

Le secteur de la construction demeure dépendant de la commande publique, qui a continué de progresser depuis 2019. Parmi les chantiers notables de l'année 2023 figurent la réparation de la piste de l'aéroport de Hihifo à Wallis, le début de la construction du nouveau site du Service des Postes et des Télécommunications (SPT) et la poursuite de la construction de l'annexe de l'Administration Supérieure.



Le secteur du commerce, premier employeur du secteur privé, fait face à la baisse de la consommation

En 2023, le **secteur du commerce** continue de faire face à la baisse de la consommation des ménages, en raison d'un niveau d'inflation toujours élevé. En effet, les importations de biens à destination des ménages reculent en volume (-6,9 %, après -9,2 % fin 2022). En valeur, ces dernières continuent de croître, mais à un rythme moindre (+4,8 % après +10,0 % fin 2022).

Plus précisément, les **produits des industries agricoles et alimentaires** baissent en volume (-7,3 %), alors qu'ils augmentent en valeur (+11 %) en raison de l'inflation alimentaire. Les **autres biens de consommation** (habillement, cosmétiques, meubles, électroménager) sont quant à eux en diminution à la fois en volume (-1,4 %) et en valeur (-12,3 %).

En juin 2023, le secteur du commerce emploie 402 employés, soit 40 % des emplois du secteur privé. En l'espace de dix ans, les effectifs du commerce ont crû de plus de 38 % (le secteur déclarait 291 salariés en juin 2013).

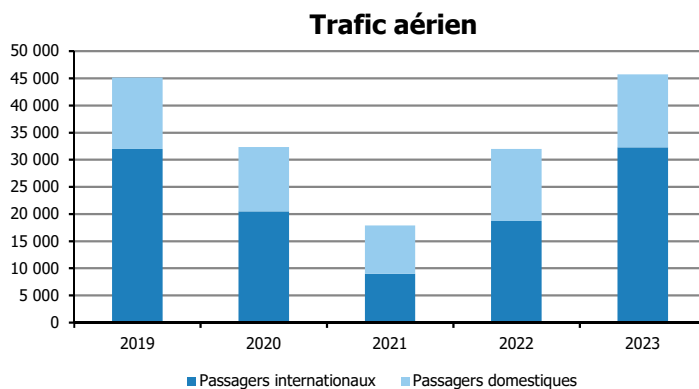
La fréquentation du Territoire revient sur son niveau pré-COVID

En 2023, la **fréquentation du territoire** est de nouveau en hausse (+43,0 %) avec 45 712 passagers. Après le rebond observé en 2022 (+78,9 %), la fréquentation retrouve ainsi son niveau de 2019.

En 2020, le nombre de passagers au départ et à l'arrivée de Wallis-et-Futuna avait en effet chuté de 29,1 % en raison de la suspension des rotations aériennes et des mesures de restriction sanitaire. L'année 2021 ayant été marquée par la mise en place d'un confinement général du territoire, la fréquentation de celui-ci avait de nouveau reculé (-44,7 %), alors que les interdictions de circulation n'avaient pris fin qu'en juillet. Les vols vers Wallis n'ont pu reprendre leur cours normal, sans restriction liée au COVID-19, qu'à partir de la fin août 2022, ce qui explique le rebond observé en 2023.

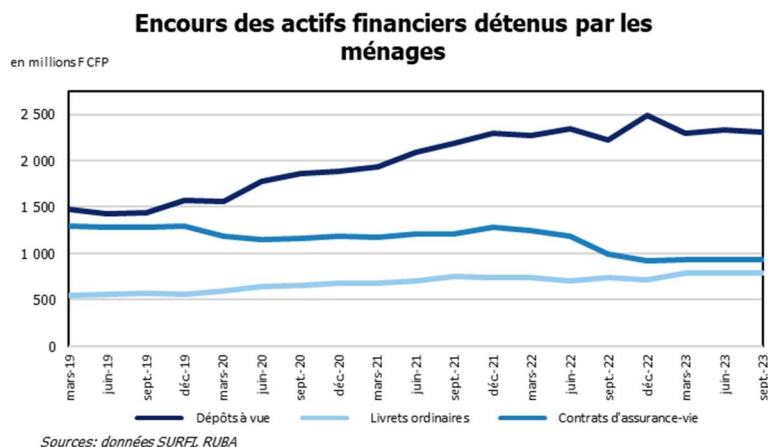
Cette reprise est portée par la croissance du nombre de passagers extérieurs (+67,6 %, après +108,4 % fin 2022) qui représentent 70,6 % du total des passagers au départ et à destination du territoire en 2023.

La fréquentation du Territoire est essentiellement issue du trafic aérien, le tourisme maritime étant peu développé. Avec 47 bateaux de plaisance (contre 66 en 2019 et un point haut de 101 en 2013) et 3 paquebots (contre aucun en 2019, mais 7 en 2018), le **tourisme maritime** semble peu dynamique en 2023 malgré un fort potentiel de développement à Wallis-et-Futuna.



La dynamique du marché bancaire est tirée par les crédits²

La hausse des actifs financiers des ménages est soutenue par les placements liquides, tandis que les placements des entreprises reculent



Au 30 septembre 2023 (dernières données disponibles), le total des actifs financiers détenus par les agents économiques de Wallis-et-Futuna s'élève à 8,0 milliards F CFP, en baisse de 1,2 % sur un an (après -2,0 % à septembre 2022).

Les actifs détenus par les ménages (la moitié des actifs totaux) sont de nouveau en hausse (+1,8 %). Cette reprise fait suite à une diminution de 7,6 % en septembre 2022, reflet de l'utilisation par les ménages de l'épargne « forcée » accumulée lors de la crise sanitaire pour consommer.

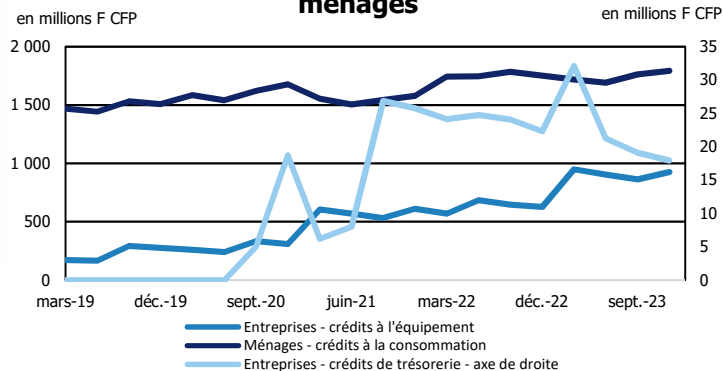
En 2023, cette progression est tirée par les dépôts à vue qui continuent de croître (+3,8 %, après +1,5 %), alors qu'ils représentent 57 % des actifs des ménages. Elle est également due à la hausse des livrets ordinaires (+7,3 %). En augmentation depuis le début de l'année 2023, ces derniers sont davantage privilégiés dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, conséquence du resserrement de la politique monétaire de la BCE. Représentant un quart des actifs, les contrats d'assurance-vie ne sont toutefois toujours pas plébiscités par les ménages, affichant une baisse continue depuis mi-2022.

Au niveau des entreprises, les actifs détenus reculent (-4,6 %, après +4,6 % à septembre 2022). Les dépôts à vue qui représentent 98 % des actifs restent stables, cette baisse s'explique par le recul des dépôts à terme (de 200 à 50 millions F CFP).

² L'analyse porte sur les établissements installés localement sur le territoire de Wallis-et-Futuna. Il faut ainsi prendre en considération que les acteurs économiques du territoire peuvent placer et emprunter auprès d'autres établissements financiers en dehors du territoire, notamment lorsque certains produits financiers ne sont pas proposés sur place (par exemple le livret A).

La dynamique des crédits aux entreprises est portée par un crédit, alors que la croissance des crédits à la consommation ralentit

Encours de crédits des entreprises et ménages



Sources : données SURFI, RIUBA

reprise économique post crise sanitaire. À fin 2023, ils sont entièrement composés de crédits à la consommation, l'encours des crédits à l'habitat étant nul (il représentait moins de 1 % des crédits aux ménages fin 2022).

Au 31 décembre 2023, l'encours sain des crédits poursuit sa progression (+15,1 %, après +4,6 % fin 2022) et s'élève à 3,0 milliards F CFP. Cette hausse est essentiellement due au bond des crédits aux entreprises (40 % du total des crédits), et plus particulièrement aux crédits à l'équipement qui augmentent de 47,8 %. Cependant, ce bond s'explique entièrement par un crédit d'un montant très important accordé à une entreprise. À l'inverse, les crédits de trésorerie continuent de reculer (- 19,6 %, après -13,3 % fin 2022), après une hausse marquée en 2021 en raison des mesures d'aides accordées aux entreprises.

Les crédits accordés aux ménages (60 % du total des crédits) ralentissent (+1,8 %), après une hausse importante en 2022 (+10,7 %) dans un contexte de la

Perspectives

Après la crise de la COVID-19, l'économie de Wallis-et-Futuna reste très dépendante des fonds publics en 2023.

Le secteur du BTP bénéficie toujours d'une commande publique qui restera conséquente en 2024 et de chantiers de grande envergure qui vont se poursuivre en 2024, à l'instar du bâtiment annexe de l'Administration Supérieure ou des nouveaux bâtiments du SPT.

Le développement de la production agricole locale sera un enjeu majeur pour 2024 afin de permettre au territoire d'être plus résilient après une augmentation très sensible du niveau des prix sur le territoire en 2022 et 2023. L'agriculture est identifiée comme l'un des deux enjeux de développement économique du territoire dans le Contrat de Convergence et de Transformation (2024-2027) adopté début 2024.

Le recensement de l'année 2023 a permis de mettre en évidence un léger ralentissement de la **chute démographique du territoire qui reste néanmoins un frein à son développement**.

Si à l'instar de l'Hexagone, **l'inflation a ralenti sur le territoire au début de l'année 2024**, elle reste à surveiller. En effet, de possibles évolutions du coût du fret et des salaires (récurrentes ces dernières années) risqueraient de se répercuter sur les prix des biens. L'ouverture de nouveaux commerces de proximité sur le territoire ces dernières années n'a par ailleurs pas encore permis d'introduire une véritable concurrence compte tenu de la structure oligopolistique des importateurs.

Le tourisme était inscrit comme une des pistes de développement les plus prometteuses dans le Contrat de Convergence et de Transformation (2017-2023) du territoire. Malgré les efforts réalisés pour accroître la visibilité du territoire (création d'un site internet et de cartes touristiques, ouverture d'un guichet d'accueil à l'aéroport de Hihifo, présence au salon de l'Agriculture), **il ne parvient pas encore à se développer à Wallis-et-Futuna**. Si le tourisme est toujours identifié comme le deuxième axe de développement économique dans le Contrat de Convergence et de Transformation (2024-2027), le territoire **manque toujours d'un modèle économique** et accuse un vrai retard sur d'autres îles du Pacifique, à l'instar de Fidji ou des îles de Polynésie française.

Le territoire de Wallis-et-Futuna est par ailleurs **particulièrement exposé au changement climatique**. La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) pour les îles Wallis-et-Futuna (2019-2023) fixait un objectif de 50 % d'énergie renouvelable sur le territoire à horizon 2030, qui semble désormais difficile à atteindre, et une autonomie énergétique en 2050. Si sortir de la dépendance aux énergies fossiles représente un véritable défi pour le territoire, il peut par ailleurs constituer une réelle opportunité de créations d'entreprises dédiées à l'installation et à l'entretien des infrastructures d'énergies renouvelables sur le territoire.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : V. DE RAULIN – Rédaction : A. BEAUFILS
Éditeur et imprimeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna